

**Assemblée générale**

Soixante-treizième session

Documents officiels

Distr. générale
9 novembre 2018
Français
Original : anglais

Deuxième Commission**Compte rendu analytique de la 22^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 24 octobre 2018, à 10 heures

Président : M. Skinner-Klée Arenales (Guatemala)**Sommaire**

Point 64 de l'ordre du jour : Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Celles-ci doivent être signées par un membre de la délégation intéressée, adressées dès que possible à la Chef de la Section de la gestion des documents (dms@un.org) et portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les comptes rendus rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents (<http://documents.un.org/>).

18-17727 (F)



Merci de recycler



La séance est ouverte à 10 h 10.

Point 64 de l'ordre du jour : Souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles (A/73/87-E/2018/69)

1. **M. Tabet** [Secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique pour l'Asie occidentale (CEAO)], en présentant le rapport du Secrétaire général intitulé « Répercussions économiques et sociales de l'occupation israélienne sur les conditions de vie du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé » (A/73/87-E/2018/69), qui a été établi par la CAO, dit que les Palestiniens continuent de subir de la part d'Israël des politiques et pratiques discriminatoires, notamment l'application de deux systèmes juridiques qui accordent plus de droits aux Israéliens qu'aux Palestiniens, et des politiques d'urbanisme et de zonage discriminatoires qui empêchent les Palestiniens de la zone C et de Jérusalem-Est de construire ou de se développer.

2. Les forces de sécurité israéliennes continuent de recourir à une force excessive et de tuer des Palestiniens en toute illégalité, notamment des manifestants civils. Le 30 mars 2018, 18 Palestiniens désarmés ont été tués et 800 autres blessés à la suite de l'emploi de munitions réelles, tirées par l'armée israélienne contre des manifestants se trouvant près de la barrière séparant la bande de Gaza d'Israël. En tout, 80 Palestiniens, dont 17 enfants, ont été tués du 1^{er} avril 2017 au 31 mars 2018 par l'armée israélienne, les forces de sécurité ou les colons. Le nombre d'attaques de la part des colons contre les Palestiniens et leurs biens en Cisjordanie a fortement augmenté en 2017 par rapport à 2016. Au lieu de tenir les colons responsables, les membres des forces de sécurité israéliennes les ont parfois aidés au cours de leurs attaques.

3. À la fin du mois de février 2018, au moins 5 890 Palestiniens, dont 356 enfants, avaient été placés en détention par les Israéliens, tandis que 427 Palestiniens, dont 4 enfants, étaient en internement administratif sans inculpation. Bien que le nombre de plaintes pour torture de la part de l'Agence israélienne de sécurité ait quadruplé depuis 2013, aucune n'a débouché sur une enquête judiciaire.

4. Près de 8 700 Palestiniens ont été déplacés à la suite de la démolition de leur habitation depuis 2009, ce que les autorités israéliennes ont justifié en invoquant l'absence de permis de construire, qui sont pratiquement impossibles à obtenir. Israël s'est servi également de la démolition d'habitations et d'autres biens comme mesure punitive contre des proches de Palestiniens

suspectés d'avoir mené des attaques. Ces mesures pourraient représenter un châtement collectif. Plus d'un tiers de la zone C a été réservé à l'utilisation exclusive d'Israël et de ses citoyens. Cela a entraîné le déplacement forcé de Palestiniens, ce qui constitue un crime de guerre. Les Palestiniens vivant à Jérusalem-Est se sont vu révoquer leur permis de résidence, tandis que des Bédouins et des groupes d'éleveurs ont été menacés d'être réinstallés ailleurs. L'augmentation rapide du nombre de colons représente un transfert, par Israël, de sa population dans le Territoire palestinien occupé, en violation du droit international humanitaire. En février 2017, la Knesset a promulgué des lois qui étendent sa compétence à des questions relatives aux biens privés des Palestiniens vivant sous occupation. En mai 2017, la création d'une nouvelle implantation dans la zone C a été approuvée pour la première fois depuis 1992.

5. Le bouclage en cours de Gaza revient à une punition collective. Les exigences liées à la circulation des biens et des personnes continuent d'entraver la reconstruction et le développement de Gaza. Le nombre de sorties par le point de passage d'Erez en 2017 a baissé de près de 50 %, comparé à 2016. Le nombre de permis délivrés chaque année aux commerçants a baissé pour passer de 3 500 en 2015 à 551 en 2017 et le nombre d'autorisations accordées à des personnes malades cherchant à traverser le point de passage a été pratiquement réduit de moitié, de 2012 à 2017. Le respect des zones d'accès restreint le long de la barrière frontalière avec Israël et en mer a porté atteinte au droit des pêcheurs et des agriculteurs à des moyens de subsistance.

6. L'achèvement du mur illégal de séparation sur l'itinéraire prévu isolerait 9,4 % des habitants de la Cisjordanie et quelque 36 000 Palestiniens vivant dans la zone de jointure entre le mur et la Ligne d'armistice de 1949 (Ligne verte). Une soixantaine de kilomètres de routes en Cisjordanie est réservée par ailleurs à l'usage exclusif ou virtuellement exclusif des citoyens israéliens et 17,5 % de la zone totale sont réservés aux champs de tir de l'armée israélienne et sont donc interdits aux Palestiniens.

7. Les politiques israéliennes entravent la réparation et la construction d'installations hydrauliques. Dans la zone C, 95 000 Palestiniens ont reçu moins de 50 litres d'eau par personne par jour, soit la moitié du minimum recommandé par l'Organisation mondiale de la Santé. À Jérusalem-Est, plus de 40 % des habitants palestiniens ne sont pas officiellement reliés au réseau de distribution d'eau. Les pratiques israéliennes, comme le transfert illégal de déchets dangereux en Cisjordanie, portent gravement atteinte aux terres agricoles des Palestiniens et à la biodiversité. À Gaza, 95 % de l'eau disponible est impropre à la consommation et un quart de la population n'est pas connecté au réseau

d'assainissement public. Près des trois quarts du littoral gazaouite ont été contaminés.

8. L'occupation est le principal obstacle au développement dans le Territoire palestinien occupé. L'agriculture pâtit, du fait de l'accès restreint, de la destruction des arbres et des récoltes et des attaques des colons. Si les entreprises israéliennes ont continué d'exploiter les ressources naturelles, aucune autorisation n'a été accordée à des firmes palestiniennes dans la zone C depuis 1994. Les taux de pauvreté et de chômage dans le Territoire palestinien occupé étaient de 29 % et de 28 %, respectivement, et la moitié de la population a nécessité une aide humanitaire. Le nombre de personnes recevant une aide alimentaire de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) a augmenté pour passer de 80 000 en 2000 à plus de 993 000 en 2017.

9. À Gaza, les chiffres de la pauvreté et du chômage étaient de 54 % et de 42 %, respectivement, et 80 % de la population ont dû compter sur de l'aide. Le bouclage a entraîné une baisse brutale de la disponibilité et de la qualité des soins de santé et une pénurie de fournitures médicales et de personnel soignant. D'après l'équipe de pays des Nations Unies postée dans le Territoire palestinien occupé, Gaza sera invivable d'ici à 2020. En Cisjordanie, aux problèmes associés au nombre d'écoles insuffisant est venu se greffer celui du harcèlement violent que les enseignants et les élèves subissent de la part des membres des forces de sécurité et des colons israéliens. Plus de 260 000 Palestiniens de Cisjordanie ne peuvent compter que sur les seuls soins de santé fournis par les intervenants humanitaires.

10. En 2017, 23 000 colons israéliens résidaient dans 34 implantations illégales dans le Golan syrien occupé. Les 25 000 Syriens vivant sous occupation ont subi une discrimination en matière d'allocation de terres et d'eau, d'urbanisme et de zonage, et sur le plan de l'action de déminage. Ils vivent donc dans des conditions ardues, dans des villages surpeuplés, avec des infrastructures fragilisées et des ressources limitées.

11. Les retombées socioéconomiques néfastes de l'occupation israélienne se ressentent à plusieurs niveaux et vont croissant. Beaucoup de pratiques et de mesures dans les territoires occupés vont à l'encontre des résolutions du Conseil de sécurité, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ; certaines portent atteinte à la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, tandis que d'autres pourraient constituer une forme de punition collective. Le cycle de violence ne s'achèvera que lorsque l'on s'attaquera aux causes de la violence.

12. **M. Shawesh** (Observateur de l'État de Palestine) dit que depuis les 51 ans que dure l'occupation par Israël du Territoire palestinien et du Golan syrien, les Israéliens ont promulgué des centaines d'ordres militaires et de lois discriminatoires destinés à raffermir leur contrôle sur les ressources naturelles et les capacités économiques, ce qui complique la tâche des Palestiniens d'atteindre les objectifs de développement durable et rend leur économie totalement dépendante. Témoin en est l'absorption des travailleurs palestiniens par le marché du travail israélien. Au lieu d'être recrutés dans une économie productive locale, ils concourent à la fabrication d'un produit qui devient une source d'importation directe d'Israël. L'investissement dans l'économie palestinienne n'est désormais plus rentable, l'exode des travailleurs entraîne le renchérissement de la main-d'œuvre et des coûts de production dans le Territoire palestinien occupé, ce qui débouche sur une contraction majeure de l'agriculture et de l'industrie nationales.

13. L'exploitation par Israël des ressources naturelles palestiniennes et les répercussions économiques et sociales de cette action sont mises en évidence dans le rapport de la CEAO. Plus de 5 400 bâtiments ont été démolis depuis 2009 et quelque 13 000 ordres de démolition étaient en cours contre des biens palestiniens à la fin de 2017. Les plans de destruction du village de Khan el-Ahmar, dont l'existence est antérieure à la création de l'État d'Israël, au motif que les habitations ont été construites en l'absence de permis, est le dernier exemple en date d'un processus systématique visant à asphyxier tout développement en Palestine.

14. Dans la résolution 71/247 de l'Assemblée générale sur la souveraineté permanente du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe dans le Golan syrien occupé sur leurs ressources naturelles, tous les États et toutes les organisations internationales ont été engagés à continuer d'appliquer activement des politiques qui respectent les obligations que leur fait le droit international en ce qui concerne toutes les pratiques et mesures israéliennes illégales dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, en particulier les activités israéliennes d'implantation de colonies et l'exploitation des ressources naturelles. Au paragraphe 5 de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité, il a été demandé à tous les États, compte tenu du paragraphe 1 de la résolution, de faire une distinction, dans leurs échanges en la matière, entre le territoire de l'État d'Israël et les territoires occupés depuis 1967. Dans sa résolution 31/36, le Conseil des droits de l'homme a demandé l'établissement d'une base de données de toutes entreprises impliquées dans des activités dans les implantations israéliennes. Les implantations sont le principal mécanisme par lequel Israël pille les ressources palestiniennes. Tous les États,

toutes les personnes et toutes les institutions doivent cesser de traiter avec les implantations, conformément à leurs obligations juridiques au regard des résolutions et des jugements internationaux.

15. **M. El Ashwamy** (Égypte), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, dit que la poursuite de la démolition des biens palestiniens par les autorités israéliennes est une source de vive préoccupation pour le Groupe. L'application des lois nationales israéliennes aux colons et de la loi militaire israélienne au peuple palestinien sur un même territoire est fondamentalement discriminatoire et porte atteinte au principe d'égalité devant la loi. Tout porte à croire qu'il en résulte en réalité un seul État et deux sociétés, un point principal qu'il faudra évoquer dans le prochain rapport.

16. Dans les rapports futurs, la CEAO devra aborder également l'exploitation par des entreprises israéliennes de dépôts de sels minéraux en mer Morte, dont le rivage se trouve majoritairement dans le Territoire palestinien occupé, alors que les Palestiniens sont privés du droit d'en tirer profit. Il faudrait également aborder les recettes pouvant être tirées du tourisme ; un accès ouvert à Jérusalem-Est occupé, en particulier à la mosquée Al-Aqsa et à l'église du Saint-Sépulcre, pourrait relancer une économie palestinienne précaire et concourir à l'application du plan de développement stratégique palestinien. Il faudrait également publier le rapport suivant plus tôt, afin de faciliter une étude approfondie et la formulation d'observations plus détaillées.

17. **M. Al-Kuwari** (Qatar), prenant la parole au nom de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), déclare que le rapport de la CEAO non seulement confirme la poursuite des violations systématiques par la Puissance occupante des droits de l'homme et du droit international humanitaire mais indique une dégradation alarmante de la situation sur le terrain. Il est inadmissible sur les plans moral, juridique et politique que l'on tolère la poursuite de plus d'un demi-siècle d'occupation, d'oppression et d'humiliation. Le sort de centaines de milliers de Palestiniens pourrait empirer davantage à la suite de la crise de financement à laquelle l'UNRWA fait face. Le rapport ne reflète qu'une fraction des violations contre le peuple palestinien commises en toute impunité par Israël, ses forces militaires et les colons.

18. En dépit des appels lancés par la communauté internationale, Israël intensifie ses actes illégaux, y compris son entreprise d'implantation sans relâche, qui constitue le plus grand obstacle à la solution des deux États. Au premier semestre de 2018, les implantations se sont poursuivies à un rythme sans précédent ; la construction de plus de 6 000 nouvelles unités de

logements en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est a été approuvée, ce qui permettra à plus de 27 000 Israéliens supplémentaires de s'y installer. Selon un rapport du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, un tiers de la population palestinienne à Jérusalem-Est, quelque 100 000 personnes, vivent dans des immeubles qui n'ont pas été approuvés par les autorités israéliennes et qui risquent par conséquent de faire l'objet d'un ordre de démolition. Les autorités ont encouragé l'exécution des plans visant à raser le village de Khan el-Ahmar, situé dans un secteur dans lequel Israël s'efforce de longue date de réduire au minimum la présence palestinienne.

19. Le 18 octobre 2018, le groupe israélien de défense des droits de l'homme B'Tselem a informé le Conseil de sécurité que, depuis le 30 mars 2018, plus de 170 Palestiniens avaient été tués et 5 000 autres blessés à la suite de tirs effectués par les forces israéliennes, au cours de manifestations à Gaza. Israël continue d'exploiter les ressources naturelles et de restreindre la circulation des Palestiniens par l'annexion, le mur de l'apartheid, le régime de permis et des centaines de postes de contrôle. La conclusion inéluctable est qu'Israël cherche davantage à consolider son régime colonial sur les terres palestiniennes qu'à parvenir à une paix et à une sécurité justes. Il doit être amené à respecter le droit international et à rendre des comptes pour les violations qui en résultent.

20. **M. Al Shuaibi** (Oman), prenant la parole au nom du Groupe des États arabes, déclare que les 70 années qui se sont écoulées depuis la Nakba (« catastrophe ») ont été marquées par le pillage et le vol des ressources naturelles palestiniennes, alors que les Palestiniens se voyaient dans le même temps empêchés d'exercer leur droit fondamental au développement. Le Groupe est particulièrement troublé de lire dans le rapport de la CEAO que l'armée israélienne fait un usage excessif de la force, tandis qu'il n'est pas demandé au personnel militaire et de sécurité de rendre compte des violations commises, d'autant plus que plusieurs incidents perpétrés ressemblent fort à des délits d'homicide. Les Palestiniens font également l'objet de violences et de harcèlement de la part des colons. Or, ceux qui vivent en Cisjordanie préfèrent passer sous silence ces infractions à la loi parce qu'elles ne font généralement pas l'objet d'enquêtes, en particulier lorsque des colons les ont commises au vu ou au su de l'armée israélienne. L'attentat commis à la bombe incendiaire contre la famille Dawabsha à l'été 2015 et le meurtre récent d'Aïcha al-Rabi, lapidée par d'autres colons, en attestent.

21. Aux termes de la résolution [2334 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité, la création de colonies de

peuplement dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, n'a aucun fondement en droit. Or 600 000 personnes vivent dans les 277 colonies actuelles, dont 97 n'ont pas été autorisées, occupant ainsi une superficie totale, zones associées comprises, équivalant à 40 % du territoire de la Cisjordanie. L'implantation de ces colonies est favorisée par la politique du Gouvernement israélien, qui fournit des services et leur accorde un traitement préférentiel et des incitations. Le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme a indiqué que la politique israélienne revenait au transfert par Israël de sa population dans le Territoire palestinien occupé, ce que le droit international humanitaire interdit. Les implantations continuent de provoquer des déplacements de population et des expulsions et les mesures prises par l'armée israélienne pour protéger les colons entravent considérablement l'accès des Palestiniens à leurs terres et à leurs ressources. Si la dernière opération de déplacement forcé de Palestiniens, engagée à Khan el-Ahmar, était menée à bien, des milliers de membres de populations déjà fragilisées, connaîtraient des conditions de vie encore plus précaires, du fait de la disparition de leur mode de vie pluriséculaire, fondé sur l'économie pastorale.

22. Le Groupe des États arabes demande à tous les États de prendre des mesures pour que soit appliqué le paragraphe 5 de la résolution 2334 (2016) du Conseil de sécurité et d'interdire toute forme de relation commerciale entre leurs entreprises et les colonies illégales d'Israël. L'importation de biens produits dans ces colonies, outre d'en favoriser l'expansion, exacerbe aussi la pauvreté à laquelle leur implantation a déjà acculé les Palestiniens.

23. **M. Almanzlawiy** (Arabie saoudite) déclare que nombre des pratiques et mesures adoptées par Israël dans le Territoire palestinien occupé sont contraires aux résolutions du Conseil de sécurité ainsi qu'au droit international humanitaire et au droit international des droits de l'homme. De plus, l'occupation fait obstacle au développement durable et rend près de la moitié de la population palestinienne tributaire de l'aide humanitaire d'urgence. L'Arabie saoudite est particulièrement préoccupée de voir les forces d'occupation israéliennes faire un usage excessif de la force contre le peuple palestinien, qui lutte pour sa liberté. Non seulement Israël fait du tort aux vivants, mais il attente au respect dû aux morts en ne rendant pas les dépouilles des martyrs palestiniens, aggravant ainsi le mal que les colons causent aux Palestiniens et à leurs biens, notamment les lieux saints et les monuments historiques.

24. L'Arabie saoudite partage les préoccupations exprimées au sujet de la situation déplorable qui règne dans la bande de Gaza en raison du blocus imposé depuis 2006. Restreindre la circulation des personnes et des biens et le ravitaillement en aliments et en médicaments, revient à imposer une peine collective sans précédent à plus d'un million de personnes qui, ainsi, n'ont plus accès aux services sanitaires de base et aux soins médicaux d'urgence. Du fait des conditions précaires qui règnent dans le Territoire palestinien occupé, sur le plan alimentaire, 1,6 million de Palestiniens connaissent l'insécurité alimentaire. Les ménages dirigés par des femmes sont particulièrement touchés.

25. La priorité absolue pour l'Arabie saoudite est que les Palestiniens puissent enfin exercer tous leurs droits légitimes, en particulier celui d'avoir un État indépendant ayant pour capitale Jérusalem. Entre 2000 et 2018, l'Arabie saoudite a versé aux Palestiniens 6 milliards de dollars en aide humanitaire et en aide au développement. Dernièrement, lors du sommet de la Ligue des États arabes qu'elle a accueilli en avril 2018, l'Arabie saoudite a annoncé un don de 50 millions de dollars à l'UNRWA et de 150 millions de dollars à un programme de dotation à Jérusalem. L'ONU et la communauté internationale doivent contraindre Israël à respecter les résolutions internationales sur la fin de l'occupation, le retrait complet des territoires arabes occupés et la libération de tous les prisonniers palestiniens. Viser l'objectif des deux États est le meilleur moyen de parvenir à une solution globale et juste de la question palestinienne.

26. **M^{me} Odhav** (Afrique du Sud), rappelant la constatation du regretté Président sud-africain Nelson Mandela selon laquelle la liberté acquise par l'Afrique du Sud grâce à l'élimination de l'apartheid, avec l'aide de l'ONU, resterait incomplète tant que les Palestiniens ne seraient pas libres eux aussi, déclare que le soutien de son pays à la Palestine reste indéfectible. L'Afrique du Sud condamne dans les termes les plus énergiques les violations flagrantes des droits de l'homme que commettent les forces de sécurité israéliennes et leur recours excessif à la force contre les manifestants palestiniens. Ces incidents, dont les auteurs devront répondre, doivent faire l'objet d'enquêtes approfondies et impartiales. Il en va de même pour les violences commises par les colons.

27. Dans son rapport, la CESAO a dressé la liste des mesures prises par Israël dont l'effet est d'attenter systématiquement au bien-être économique et social du peuple palestinien dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, et de la population arabe du Golan syrien occupé. Il s'agit notamment d'appliquer

des systèmes juridiques parallèles, de faire obstruction à l'accès à la terre et à la délivrance de permis de construire, de confisquer et de détruire biens et infrastructures, et d'exploiter, de mettre en danger et d'épuiser les ressources naturelles, telles les faibles réserves en eau. L'effet de ces agissements déplorables se fera également sentir dans les générations futures de Palestiniens, nullement responsables des facteurs complexes qui alimentent ce conflit vieux de plusieurs décennies.

28. Les conditions pénibles liées à l'occupation ont été aggravées par la décision de certains États Membres de priver l'UNRWA de certains financements. Grâce à l'action qu'il mène dans les secteurs de la santé et de l'éducation et en aidant la population à subvenir à ses besoins, ce dernier joue un rôle inestimable en contribuant à mettre en place les conditions propices à la pleine autodétermination des Palestiniens et, à terme, à leur prospérité.

29. **M^{me} Cue Delgado** (Cuba) déclare qu'Israël empêche le peuple palestinien de mettre en œuvre le Programme de développement durable à l'horizon 2030 en lui déniait son droit souverain sur ses propres ressources naturelles. En raison du contrôle presque total exercé par Israël sur l'approvisionnement en eau, les Palestiniens continuent de ressentir dans leur vie quotidienne des pénuries. Du fait des restrictions imposées par les autorités israéliennes, de la confiscation des terres et de la violence, les Palestiniens et les Syriens du Golan ne peuvent avoir accès aux terres agricoles ou les utiliser. La destruction d'arbres et de structures hydroélectriques a contribué non seulement à la dégradation de la qualité des services de base mais aussi à celle de l'environnement.

30. Les taux élevés de pauvreté que connaît le Territoire palestinien occupé, sont alarmants. Dans les camps de réfugiés de Gaza, où la densité de population moyenne est de près de 40 000 personnes au kilomètre carré et où 140 000 enfants de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique et de retards de croissance, les conditions de vie sont particulièrement préoccupantes.

31. Cuba condamne la poursuite de l'occupation militaire du territoire palestinien par Israël, ses politiques et pratiques de colonisation illégales, les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre systématiques qu'il commet et qui causent d'immenses souffrances au peuple palestinien. Cuba dénonce la décision unilatérale qu'a prise le Gouvernement des États-Unis d'Amérique d'établir sa mission diplomatique à Jérusalem, qui contrevient au droit international et aux résolutions des Nations Unies. La

délégation cubaine soutiendra sans réserve l'État de Palestine dans ses fonctions de Président du Groupe des 77 en 2019.

32. **M. Al-Laithi** (Iraq) déclare que son pays, bien que plongé dans la guerre contre le terrorisme international, n'a jamais perdu de vue la question palestinienne, qui demeure au cœur des préoccupations de tous les arabes. Les pratiques et les politiques de colonisation adoptées par les autorités d'occupation sionistes à Jérusalem constituent une violation flagrante des résolutions de l'ONU, du droit international et des droits de l'homme et ont des incidences néfastes sur la situation socioéconomique des personnes vivant sous occupation. Les autorités d'occupation font un usage excessif de la force pour imposer des politiques racistes et discriminatoires dans le Territoire palestinien occupé et le Golan syrien occupé.

33. En raison des pratiques illégales des autorités d'occupation israéliennes, les objectifs du développement durable sont devenus pratiquement inaccessibles au peuple palestinien et aux Syriens du Golan syrien occupé. Ils sont en droit d'exiger réparation pour l'exploitation, la perte, l'épuisement et la mise en péril de leurs ressources naturelles, du fait de ces pratiques. Pour alléger ses souffrances, le peuple palestinien a besoin d'urgence du soutien politique et économique de la communauté internationale. À cet égard, les coupes budgétaires auxquelles doit faire face l'UNRWA sont très préoccupantes.

34. L'Iraq affirme le droit qu'ont les Palestiniens opprimés d'être souverains sur leur propre territoire. Dans ce contexte, il plaide pour l'application des paragraphes 1 et 5 de la résolution [2334 \(2016\)](#) du Conseil de sécurité en vue d'enrayer les violations israéliennes, d'instaurer une paix juste et globale et de soutenir l'aspiration légitime des Palestiniens à l'établissement d'un État indépendant dans les frontières de 1967, avec pour capitale Jérusalem-Est. Ce serait une contribution importante à la sécurité, à la stabilité, au bien-être et à la paix au Moyen-Orient et dans le monde. De même, l'Iraq soutient pleinement les droits des Syriens vivant dans le Golan syrien occupé sur leurs terres et sur leurs ressources.

35. **M^{me} Shurbaji** (République arabe syrienne) déclare que son gouvernement se félicite que la CESAO ait fait état dans son rapport d'informations fournies par son pays sur la situation des Syriens dans le Golan syrien occupé et qu'elle ait eu recours à un plus large éventail de sources d'information concernant les pratiques des autorités d'occupation israéliennes. La République arabe syrienne n'en continue pas moins d'attendre que des descriptions juridiques plus

détaillées de ces pratiques figurent dans les rapports de la CESAO, conformément à la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité, plutôt qu'un aperçu sommaire où n'apparaît aucune condamnation claire de ces pratiques et où la position de l'ONU n'est guère explicitée.

36. Les pratiques israéliennes s'inscrivent dans une politique d'annexion et de colonisation illicites menée dans le Golan syrien occupé, et qui s'illustre par des lois discriminatoires, portant, par exemple, confiscation de terres, restrictions à la construction et à l'aménagement et discrimination s'agissant des quotas d'eau attribués aux agriculteurs syriens et du tarif qui leur est appliqué. En revanche, les colons illégaux bénéficient, eux, de conditions préférentielles. Les autorités israéliennes persistent à tenter de contrôler et d'exploiter les ressources naturelles du territoire. Elles poursuivent également leur prospection pétrolière, continuent d'appliquer d'autorité les programmes d'enseignement israéliens et s'efforcent d'imposer la citoyenneté israélienne aux Syriens. La décision prise par Israël, pour la première fois depuis 1967, d'organiser des élections à ce qu'il est convenu d'appeler conseils locaux dans les villages du Golan syrien occupé fin octobre 2018 constitue une violation particulièrement grave de la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité.

37. Israël n'a pas fait mystère des violations qu'il commet en permanence de centaines de résolutions adoptées par des entités internationales, notamment quand elles l'obligent à renoncer à exploiter et à épuiser les ressources naturelles des territoires arabes occupés. La population de ces territoires a besoin que la communauté internationale et l'ONU adoptent une position responsable et exigent que soient respectés le droit, les résolutions et les accords internationaux. Faute de quoi, le rapport de la CESAO et le projet de résolution en cours d'élaboration à la Commission seront simplement classés dans les archives des Nations Unies, comme d'autres rapports et résolutions analogues.

38. **M. Al-Kuwari** (Qatar) déclare que son pays est particulièrement préoccupé par les difficultés que rencontrent, dans tout le Territoire palestinien occupé, des centaines de milliers d'écoliers pour accéder à une éducation de qualité et adaptée aux enfants, dans des conditions de sécurité suffisantes et par les attaques et les menaces dont sont victimes les écoles, les élèves et les enseignants. Investir dans l'éducation des enfants est une nécessité dans l'optique du développement et il faut par conséquent s'efforcer de protéger les établissements d'enseignement. Les situations d'urgence ne sont pas une raison de ne pas respecter le droit à l'éducation. Le don récent de 50 millions de dollars fait par le Qatar à

l'UNRWA pour son programme d'éducation a contribué de façon déterminante à la décision de l'Office de ne pas reporter l'ouverture des écoles durant l'année scolaire en cours. Il s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par le Qatar pour jouer un rôle concret en faveur de la stabilité nécessaire à l'instauration de la paix.

39. La réalisation du Programme 2030 passe par des mesures efficaces destinées à éliminer les obstacles qui s'opposent à l'autodétermination des peuples, sur lesquels pèse le joug du colonialisme et de l'occupation étrangère, qui entrave leur développement économique et social. Le Qatar réaffirme que tous les Palestiniens ont le droit d'être souverains sur leur propre territoire, y compris Jérusalem-Est, et que les arabes vivant sous occupation dans le Golan syrien ont le droit de contrôler leurs propres ressources naturelles.

40. **M. Suárez Moreno** (République bolivarienne du Venezuela) déclare que son pays est profondément préoccupé par les effets de l'occupation israélienne sur le peuple, la société et l'économie palestiniens. Il est particulièrement alarmant de constater que quelque 80 % des Palestiniens de Gaza ont dû bénéficier d'une aide. La décision des États-Unis de réduire le financement de l'UNRWA, qui repose sur des prétextes peu convaincants, visait en fait à empêcher le peuple palestinien d'exercer son droit à l'autodétermination. La République bolivarienne du Venezuela appuie l'action menée par l'UNRWA afin d'aider plus de 5 millions de réfugiés à Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en République arabe syrienne. La crise financière actuelle ne peut qu'aggraver leurs difficiles conditions de vie.

41. La République bolivarienne du Venezuela défend le droit souverain qu'ont les peuples d'exploiter leurs ressources naturelles pour leur propre développement. L'exploitation illégale de ces ressources par des pays tiers, outre de constituer une violation de la souveraineté nationale, aggrave encore la pauvreté et les inégalités. Ce principe doit valoir pour tous les pays, y compris l'État de Palestine, de sorte qu'ils puissent œuvrer à leur propre croissance à long terme. La communauté internationale doit agir avec plus de fermeté et d'efficacité pour faire comprendre aux dirigeants d'Israël qu'il doivent mettre fin à leurs politiques expansionnistes et respecter le droit international.

42. Dans le Golan syrien occupé, la politique suivie par Israël, notamment sur le plan foncier, du logement, de l'eau et du développement, freine le développement économique et social du peuple syrien. Israël doit se retirer du Golan syrien et se conformer aux résolutions adoptées sur ce sujet par le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale. La République bolivarienne du

Venezuela réaffirme en outre son soutien à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique de la République arabe syrienne.

43. **M^{me} Krisnamurthi** (Indonésie) déclare que son pays voit avec une grande préoccupation se poursuivre l'occupation militaire illégale d'Israël, ainsi que les souffrances qu'elle cause au peuple palestinien et s'est ému de l'adoption, en 2018, de la loi fondamentale intitulée « Israël, État-nation du peuple juif ». Dans un rapport récent, le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967 a fait observer que la nouvelle loi pouvait servir à justifier la protection des implantations israéliennes et les autres tendances à l'annexion. La politique menée par Israël étouffe l'économie des Palestiniens, porte atteinte à leur droit au développement et contribue au niveau de chômage, déjà élevé. Le sous-financement récurrent de l'UNRWA, qui a été exacerbé par la décision de l'un de ses principaux donateurs de cesser de le financer, est une autre source de préoccupation. Le développement durable en Palestine dépend étroitement de la fin de l'occupation et de la mise en œuvre de la solution des deux États.

44. L'organisation récente de la semaine de solidarité avec la Palestine à Jakarta est un témoignage de l'appui indéfectible que l'Indonésie continue d'apporter au peuple palestinien, à sa lutte pour l'indépendance et à ses droits légitimes, y compris en ce qui concerne Jérusalem. En juin 2018, le Gouvernement indonésien a annoncé qu'il consacrerait 2 millions de dollars à l'aide au renforcement des capacités de la Palestine dans les secteurs de l'agriculture, de la création d'entreprises, de l'autonomisation des femmes, de l'éducation et des technologies de l'information et des communications. L'Indonésie a déjà organisé 169 programmes de renforcement des capacités en faveur de la Palestine, auxquels ont participé près de 2 000 Palestiniens. Elle a également signé avec l'Autorité palestinienne un accord commercial qui permettra l'importation en Indonésie de produits palestiniens en franchise de droits. La communauté internationale doit redoubler d'efforts pour lever tous les obstacles existants à l'indépendance palestinienne et permettre ainsi aux Palestiniens d'atteindre les objectifs et les cibles du Programme 2030, afin d'ouvrir la voie à un accord de paix global, juste et durable.

45. **M. Bin Momen** (Bangladesh) dit que son pays est profondément déçu par l'aggravation de la situation socioéconomique et le sous-développement dans le Territoire palestinien occupé, conséquence de cinquante ans d'occupation israélienne. À 2,4 %, la croissance économique est faible, et l'investissement,

l'infrastructure, le niveau de vie et le marché du travail se dégradent. Le taux de pauvreté est passé de 26 % en 2011 à 29 % en 2017, 31,5 % de la population souffre d'insécurité alimentaire et il est difficile à près d'un demi-million d'écoliers d'accéder à une éducation de qualité ; il est scandaleux que même des élèves subissent l'humiliation, le harcèlement et la violence.

46. Les Palestiniens sont aux prises avec des pénuries d'énergie et des difficultés d'accès à la santé publique, à l'eau et à l'assainissement. Certaines pratiques des autorités et colons israéliens, comme le transfert de déchets dangereux, ont des effets néfastes sur les terres agricoles et la biodiversité du Territoire palestinien occupé ainsi que sur les animaux d'élevage. Il est inacceptable qu'on empêche les Palestiniens de cultiver leurs terres. Il convient de s'occuper de ces questions et des autres questions relatives au développement.

47. Le principe de « ne pas faire de laissés-pour-compte » s'applique à toutes et tous, y compris aux peuples sous occupation étrangère. La communauté internationale doit bien faire comprendre à Israël, Puissance occupante, qu'il doit mettre fin à la violation systématique du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme ainsi qu'aux mesures restrictives qu'il impose, afin de créer des conditions favorables à la croissance économique dans le Territoire palestinien occupé. Il convient également de régler la crise de financement que connaît l'UNRWA. Le Bangladesh appuie la création d'un État palestinien d'un seul tenant, indépendant, viable et souverain, dont Jérusalem-Est serait la capitale, dans le cadre de la solution des deux États. Le peuple palestinien et la population arabe du Golan syrien occupé ont le droit inaliénable d'accéder à leurs ressources naturelles et de demander réparation pour le préjudice causé par les mesures illégales prises par Israël. Il ne sera pas possible d'atteindre les objectifs de développement durable dans les territoires occupés tant que l'occupation n'aura pas pris fin et que les peuples de ces territoires n'auront pas exercé leur droit à l'autodétermination.

48. **M^{me} Shareef** (Maldives) dit que la communauté internationale n'a pas réussi à changer la situation dans le Territoire palestinien occupé et le plateau du Golan. Il incombe à tous les États Membres de veiller à ce qu'aucun pays ne viole impunément les principes du droit international. Le fait que des millions de Palestiniens soient tributaires de l'aide humanitaire et souffrent de pénuries de nourriture et d'eau et que Gaza deviendra inhabitable d'ici à 2020 sont autant de signes d'une catastrophe imminente qui appelle une action urgente.

49. Le développement économique et social des territoires occupés, est freiné par la menace de déplacements, la faiblesse des infrastructures d'assainissement et le manque de services de base comme l'eau potable, les soins de santé et l'éducation. Les menaces qui pèsent sur les enfants palestiniens ne cessent d'augmenter ; de plus en plus d'élèves sont victimes de tirs de grenades lacrymogènes et de balles souples et toujours davantage d'enfants sont détenus dans les prisons israéliennes.

50. Pour que les Palestiniens puissent parvenir au développement, l'occupation doit prendre fin. La solution des deux États serait dans l'intérêt des droits de la personne et du droit à l'autodétermination des Palestiniens. Il incombe à tous les pays de se conformer strictement à la résolution 2334 (2016), par laquelle le Conseil de sécurité a clairement indiqué qu'il ne reconnaîtrait aucune modification aux frontières du 4 juin 1967 autre que celles convenues par les deux parties par la voie de négociations. Israël doit restituer les terres et les ressources du Territoire palestinien occupé et du Golan syrien occupé à leurs propriétaires légitimes.

51. **M^{me} Al Ali** (Émirats arabes unis) dit que les Émirats arabes unis ont toujours appuyé le processus de paix au Moyen-Orient et qu'il faut redoubler d'efforts pour régler de manière globale, durable et juste la question des territoires palestiniens et des autres territoires arabes occupés, y compris le Golan syrien. Le peuple palestinien a le droit inaliénable de contrôler ses ressources naturelles et de créer un État indépendant. Il continue d'avoir besoin d'aide pour atténuer les effets de la dégradation de la situation économique, sociale et humanitaire qu'il subit et pour atteindre les objectifs de développement durable. Les dirigeants internationaux doivent s'acquitter de leurs engagements au titre des objectifs de développement durable, en particulier l'objectif 11, en éliminant les obstacles à leur réalisation.

52. En 2017 et 2018, les Émirats arabes unis ont versé plus de 130 millions de dollars d'aide au peuple palestinien, notamment en contribuant au financement de l'UNRWA. En 2018, ils ont affecté 50 millions de dollars au programme d'éducation de l'UNRWA et 15 millions de dollars à la poursuite de l'année scolaire 2017-2018 et à la fourniture de matériel essentiel à plus d'un demi-million d'élèves. Ils aident également à reconstruire des écoles, des hôpitaux, des centres de soins de santé et d'autres infrastructures de base et fournissent une aide alimentaire aux réfugiés palestiniens pris dans le conflit que connaît la République arabe syrienne. Au début de 2018, ils ont fourni du carburant pour alimenter les groupes électrogènes des hôpitaux de la bande de Gaza.

53. **M. Ebrahim** (Koweït) dit qu'il est peu probable que l'État de Palestine parvienne au développement durable d'ici à 2030 si le peuple palestinien ne peut pas vivre en sécurité et en paix, ni préserver son patrimoine, notamment les lieux saints, à cause des violations constantes, par Israël, du droit international et des coutumes. Les souffrances des Palestiniens ne prendront fin que lorsque les résolutions internationales pertinentes, le principe de l'échange de territoires contre la paix, la Feuille de route axée sur des résultats en vue d'un règlement permanent du conflit israélo-palestinien prévoyant deux États et le mandat défini dans l'Initiative de paix arabe auront été appliqués. Alors seulement les Palestiniens pourront aller de l'avant pour atteindre les objectifs du développement durable. Les Palestiniens attendent que l'ONU concrétise ses propres engagements en faveur de la paix et de la sécurité dans le monde.

54. Le Koweït condamne les politiques et pratiques brutales et injustifiables qu'applique Israël dans les territoires occupés. De fait, l'occupation elle-même constitue une violation flagrante de la Charte des Nations Unies, des résolutions des Nations Unies et du droit international. Le Koweït soutient toutes les mesures juridiques et pacifiques prises dans les instances nationales et internationales par l'État de Palestine pour affirmer sa souveraineté sur son territoire et ses ressources naturelles et demande à la communauté internationale de continuer à faire pression sur Israël et à soutenir le peuple palestinien dans sa juste cause et la défense de ses droits légitimes.

55. **M. Hajilari** (République islamique d'Iran) dit qu'il ressort des mesures illégales décrites dans le rapport de la CESAO que les Palestiniens, qui sont quotidiennement victimes de violations flagrantes de leurs droits fondamentaux, ne sont pas à même de prendre des mesures leur permettant d'atteindre les objectifs de développement durable. Le blocus illégal, qui n'est ni plus ni moins qu'un châtiment collectif, porte atteinte aux droits civils, politiques, économiques, sociaux et culturels des Palestiniens. Leurs ressources naturelles sont exploitées jusqu'à épuisement et les pénuries d'eau entravent les initiatives de développement.

56. Quelque 1,8 million de Palestiniens ont besoin d'une assistance humanitaire en matière d'eau, d'assainissement et d'hygiène. Les restrictions à la liberté de déplacement, les confiscations de terres, les violences perpétrées par des colons et d'autres facteurs empêchent les Palestiniens d'exploiter leurs terres agricoles. Nombre d'entre eux pâtissent d'un accès limité aux services de base, notamment à un approvisionnement alimentaire stable, à la santé

publique, à l'éducation, aux infrastructures d'alimentation en eau et d'assainissement, aux combustibles et à l'électricité. Outre l'UNRWA, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture voit aussi ses fonds diminuer, ce qui entrave ses efforts en faveur d'une éducation de qualité à Gaza. En effet, selon l'équipe de pays des Nations Unies présente dans le Territoire palestinien occupé, Gaza serait devenue invivable il y a des années sans l'aide et les services apportés par l'ONU.

57. La communauté internationale doit faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre un terme définitif à une situation humanitaire alarmante, de sorte que les Palestiniens puissent avancer dans la voie du développement durable et de la croissance économique. Pour cela, il est indispensable que l'occupation prenne fin et que leurs droits soient rétablis. La République islamique d'Iran engage la communauté internationale à appuyer les efforts du peuple palestinien en vue d'établir un État indépendant sur ses terres ancestrales, avec Jérusalem pour capitale.

58. **M^{me} Kempinsky** (Israël), expliquant qu'elle est la déléguée de la jeunesse d'Israël auprès de l'Assemblée générale, dit qu'elle a grandi à Haïfa, ville connue pour son multiculturalisme. Enfant, elle a eu des voisins chrétiens, druzes et musulmans, et ses camarades de classe lui ont expliqué ce qu'étaient Noël et le ramadan. Adolescents, ils ont fait du bénévolat dans des hôpitaux, des refuges pour animaux et ailleurs, chacun apportant sa contribution à la collectivité. Celle-ci fonctionnait bien tant que ses membres comprenaient que leur prospérité et leur bien-être primaient sur leurs différences.

59. Dans ses souvenirs d'enfance, cependant, il y a aussi les attentats terroristes et la crainte qu'ils suscitaient quant au sort des êtres chers. Aujourd'hui, les enfants qui vivent dans les villages israéliens situés près de la bande de Gaza grandissent dans la peur, car ils savent qu'ils doivent pouvoir courir se réfugier dans un abri anti-aérien en moins de 30 secondes et se demandent quelle sera la prochaine attaque du Hamas : des tirs de roquettes sur leur jardin d'enfants ou des cerfs-volants incendiaires dirigés sur les cultures de blé de leur famille, à moins qu'un nouveau tunnel ne soit creusé pour faire passer les terroristes ? Dans tout le pays, des générations grandissent dans la peur. Récemment, une jeune mère a été tuée par un collègue de travail et cet événement a transformé un lieu de travail harmonieux en une scène de terrorisme. Le simple fait de se promener dans la rue peut être dangereux ; des automobilistes utilisent leur véhicule comme arme mortelle, et de jeunes Palestiniens se servent de couteaux de cuisine pour poignarder des

passants, devenant ainsi des terroristes avant même d'obtenir leur diplôme d'études secondaires.

60. Il pourrait en être autrement. À Haïfa et ailleurs, de jeunes Israéliens et Palestiniens ont trouvé des moyens de communiquer entre eux, de se projeter dans l'avenir, d'élaborer des projets et de rêver ensemble d'un avenir meilleur. M^{me} Kempinsky souhaite un avenir dans lequel elle et sa famille pourront se sentir en sécurité, non seulement à Haïfa, mais aussi dans tout le pays. L'Organisation des Nations Unies a la capacité de mobiliser. Il est regrettable que certaines délégations l'utilisent comme tribune pour inciter à la violence. Elle devrait être un lieu où tout un chacun peut écouter et exprimer des opinions différentes et rechercher des moyens de les concilier afin d'élaborer des projets et des partenariats. Voilà sur quoi la discussion actuelle devrait porter.

61. **M. Gertze** (Namibie) dit que le bilan que dresse la CESAO dans son rapport est affligeant, car il y est décrit qu'Israël se livre à des violations flagrantes des droits de l'homme et dénie sa dignité au peuple palestinien. La Namibie déplore en particulier les violations des droits des femmes et des enfants. L'éducation est un droit fondamental pour toute personne, pourtant les enfants vivant en Territoire palestinien occupé ne peuvent souvent pas se rendre à l'école et sont exposés à des situations traumatisantes et des risques de blessures. Israël devrait faire passer les droits de l'enfant avant toute autre considération. Pour parvenir au développement durable, les Palestiniens doivent avoir accès à l'électricité et à une eau de bonne qualité en quantité suffisante. La pauvreté ne pourra être éradiquée tant que les destructions d'infrastructure et les coupures d'électricité persisteront.

62. La Namibie a elle aussi souffert d'une économie délibérément jugulée à l'époque coloniale, en particulier pendant l'occupation illégale du pays par le régime d'apartheid de l'Afrique du Sud. Il est inacceptable que l'économie palestinienne soit si lourdement tributaire de l'aide internationale, parce que des obstacles excessifs entravent le déroulement normal des activités économiques. Il est nécessaire de préserver la continuité géographique, l'unité et l'intégrité territoriales du Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, de garantir la liberté de circulation des personnes et des biens et d'exiger le respect du Protocole de Paris. Le peuple palestinien doit œuvrer de concert, sous l'égide d'un seul et même gouvernement.

63. La Namibie appuie les efforts déployés par le peuple palestinien pour exercer son droit inaliénable à l'autodétermination, à la justice, à la liberté et à l'indépendance par des moyens politiques,

diplomatiques, pacifiques et non violents. La normalisation de la société, l'égalité devant la loi, les débouchés économiques et le développement durable ne peuvent devenir une réalité que dans le cadre d'un État légalement constitué. Aussi l'occupation israélienne illégale doit-elle prendre fin.

64. **M^{me} Bajanã** (Nicaragua) se félicite de l'élection de l'État de Palestine à la présidence du Groupe des 77 en 2019. Quand la communauté internationale s'est fixé les objectifs de développement durable, elle s'est engagée à ce qu'aucun pays ne soit laissé pour compte ; pourtant, il est inconcevable que les Palestiniens soient en mesure d'apporter les changements nécessaires tant qu'ils demeurent sous un régime d'occupation. En effet, les incidences négatives qu'ont les pratiques et politiques actuelles, telles que la démolition de biens immobiliers et d'infrastructures, la confiscation de terres, l'expansion constante des colonies illégales et les restrictions de longue date à la liberté de circulation et au commerce, pourraient inverser la tendance du développement en Palestine. Il est regrettable que la Commission n'ait pas pu parvenir à un consensus sur une question aussi fondamentale.

65. Le Nicaragua espère que, grâce au dialogue et aux négociations, et avec la bonne foi de toutes les parties, les deux peuples pourront vivre en paix durablement, car les deux États et leurs peuples ont des droits égaux à la paix, à la sécurité et au développement durable. Les Palestiniens ont le même droit que quiconque de vivre en paix, de bénéficier d'une aide au développement et de tirer profit de coopérations et d'investissements pour parvenir au développement durable. La délégation nicaraguayenne espère que le projet de résolution présenté par l'Égypte au nom du Groupe des 77 et de la Chine ([A/C.2/73/L.37](#)) contribuera à atténuer les difficultés économiques et sociales subies par les populations civiles palestiniennes et syriennes vivant sous occupation étrangère et, à terme, à encourager les efforts visant à ce que ces peuples retrouvent la paix, l'unité et la prospérité.

66. **M. Tajuddin** (Malaisie) dit qu'en 2018, une année de plus s'est écoulée sans que la communauté internationale ne prenne de mesures face aux violations flagrantes, par Israël, d'un grand nombre de résolutions du Conseil de sécurité, du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. La politique d'expansion des colonies que poursuit Israël dans le territoire palestinien occupé depuis 1967 vise à saper les négociations sur la solution des deux États et, à cause de cette politique, des Palestiniens sont victimes d'expulsions ou contraints au déplacement. L'exploitation, l'altération et l'épuisement, par Israël, des ressources naturelles se

trouvant dans le Territoire palestinien occupé exacerbent une situation déjà difficile pour les Palestiniens.

67. La Malaisie condamne fermement l'emploi disproportionné et aveugle de la force contre des Palestiniens par les forces de sécurité israéliennes, en particulier dans la bande de Gaza, et demeure attachée à la solution des deux États fondée sur les frontières d'avant 1967, avec Jérusalem-Est pour capitale de la Palestine. La communauté internationale doit veiller avec plus de fermeté à ce que le statut final de Jérusalem ne soit pas réglé par des décisions unilatérales mais par des négociations bilatérales entre la Palestine et Israël. Toute tentative visant à reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, par l'établissement ou le transfert d'une mission diplomatique dans cette ville, constitue un acte d'agression, une atteinte flagrante aux droits du peuple palestinien et une violation grave du droit international.

68. **M. Alshames** (Libye), se référant au rapport de la CESAO, dit qu'en plus des restrictions à la liberté de circulation, des pénuries de nourriture et de carburant et d'autres obstacles imposés par la puissance occupante aux Palestiniens, leurs terres disparaissent à mesure que les colonies se construisent. Parallèlement, la construction de la barrière de séparation a coupé l'accès des Palestiniens à leurs champs et à leurs fermes. Le blocus imposé par la puissance occupante à la bande de Gaza en a fait une prison géante et l'a isolée du reste du monde ; il constitue une violation flagrante du droit international humanitaire.

69. Le peuple palestinien ne sera pas en mesure d'atteindre les objectifs de développement durable tant qu'il n'exercera pas sa souveraineté sur ses ressources naturelles, que son accès à l'eau sera restreint, que ses terres seront confisquées et que ses infrastructures seront détruites par les autorités d'occupation. Le même constat s'impose pour le Golan arabe syrien occupé. Les pratiques des autorités d'occupation constituent une violation flagrante de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et du droit international des droits de l'homme. La Libye appuie le droit du peuple palestinien à l'autodétermination, la création d'un État indépendant sur la totalité de son territoire avec Jérusalem pour capitale et le droit au retour de tous les réfugiés dans leurs foyers.

70. **M. Al Haddad** (Bahreïn), se référant aux paragraphes 15 à 17 du rapport de la CESAO, dit que les expulsions constituent une violation flagrante des droits de la personne et du droit international humanitaire, qui interdit également la confiscation et la démolition de

biens privés. Rien qu'au cours de la période considérée, plus de 310 structures palestiniennes ont été démolies. Les activités de colonisation que mène actuellement Israël dans le Territoire palestinien occupé contreviennent à plusieurs résolutions du Conseil de sécurité, notamment la résolution [2334 \(2016\)](#), et constituent un obstacle majeur à la réalisation de la solution des deux États et à l'instauration d'une paix globale, juste et durable.

71. Les restrictions à la liberté de circulation, la confiscation des terres et la violence des colons entravent l'accès des Palestiniens à leurs terres dans la zone de jointure et à proximité des colonies, ce qui met un frein aux activités agricoles, avec des incidences négative sur la production et le prix des olives. En raison du régime restrictif d'aménagement du territoire, les populations vivant dans la zone C disposent de peu de moyens pour réparer ou construire des infrastructures de base d'alimentation en eau ou d'assainissement à l'échelle de la collectivité ou des ménages. Il en résulte des pénuries d'eau potable et d'eau destinée à l'usage domestique et aux animaux d'élevage dans de nombreux villages ainsi que des entraves au développement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza. Le Bahreïn appuie l'ONU dans les efforts qu'elle déploie en vue de parvenir à une solution politique garantissant le droit du peuple palestinien à la souveraineté sur ses terres et ses ressources.

La séance est levée à 12 h 20.